

2° l'alinéa 2, 4°, est remplacé par la disposition suivante :

« 4° de deux membres nommés parmi les membres effectifs visés à l'article 1er, alinéa 1er, 2° et 4°, par le Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions; »;

3° à l'alinéa 2, 5°, les mots « le Ministre qui a la Prévoyance sociale dans ses attributions » sont remplacés par les mots « le Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions ».

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1er avril 1997.

Art. 5. Notre Ministre de l'Intérieur, Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions, Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Ministre des Petites et Moyennes entreprises sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 novembre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
M. COLLA

Le Ministre de l'Emploi et du travail,
Mme M. SMET

Le Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Le Ministre des Petites et Moyennes entreprises,
K. PINXTEN

2° het 2e lid, 4°, wordt vervangen door volgende bepaling :

« 4° twee leden benoemd onder de werkende leden bedoeld in artikel 1, eerste lid, 2° en 4°, door de Minister die de Sociale Zaken onder zijn bevoegdheid heeft; »;

3° in het 2e lid, 5°, worden de woorden « de Minister die de Sociale Voorzorg onder zijn bevoegdheid heeft » vervangen door de woorden « de Minister die de Sociale Zaken onder zijn bevoegdheid heeft ».

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 1997.

Art. 5. Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen, Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 november 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

De Minister van Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

F. 97 — 3024

[S - C - 97/22860]

24 NOVEMBRE 1997. — Arrêté royal modifiant certaines dispositions relatives à l'assurance soins de santé et indemnités suite à l'institution de « la charte » de l'assuré social

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, modifiée par les lois des 21 décembre 1994, 7 avril 1995, 20 décembre 1995, 29 avril 1996, 26 juillet 1996 et 4 août 1996 et par les arrêtés royaux des 12 août 1994, 7 août 1995, 13 novembre 1996, 18 novembre 1996, 10 décembre 1996, 12 décembre 1996, 23 décembre 1996, 18 février 1997, 21 février 1997, 5 mars 1997, 17 mars 1997, 24 mars 1997, 13 avril 1997, 16 avril 1997 et 25 avril 1997;

Vu la loi du 11 avril 1995 visant à instituer « la charte » de l'assuré social, notamment les articles 7, 13, modifié par la loi du 25 juin 1997, 14, modifié par la loi du 25 juin 1997, 15, modifié par la loi du 25 juin 1997 et 16, modifié par la loi du 25 juin 1997;

Vu l'arrêté royal du 3 novembre 1993 portant exécution de l'article 37 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 6;

Vu l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant l'exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, modifiée par l'arrêté royal du 30 octobre 1996, 25 novembre 1996, 11 décembre 1996, 19 mars 1997, 13 avril 1997 et 12 juin 1997;

Vu l'avis du Comité de gestion du Service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, émis le 18 décembre 1996;

Vu l'avis du Comité de l'assurance soins de santé dudit Institut, émis le 23 décembre 1996;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 13 mai 1997;

N. 97 — 3024

[S - C - 97/22860]

24 NOVEMBER 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van sommige bepalingen inzake de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen ingevolge de invoering van het « handvest » van de sociaal verzekerde

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, gewijzigd bij de wetten van 21 december 1994, 7 april 1995, 20 december 1995, 29 april 1996, 26 juli 1996 en 4 augustus 1996 en bij de koninklijke besluiten van 12 augustus 1994, 7 augustus 1995, 13 november 1996, 18 november 1996, 10 december 1996, 12 december 1996, 23 december 1996, 18 februari 1997, 21 februari 1997, 5 maart 1997, 17 maart 1997, 24 maart 1997, 13 april 1997, 16 april 1997 en 25 april 1997;

Gelet op de wet van 11 april 1995 tot invoering van het « handvest » van de sociaal verzekerde, inzonderheid de artikelen 7, 13, gewijzigd bij de wet van 25 juni 1997, 14, gewijzigd bij de wet van 25 juni 1997, 15, gewijzigd bij de wet van 25 juni 1997 en 16, gewijzigd bij de wet van 25 juni 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 november 1993 tot uitvoering van artikel 37 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 oktober 1996, 25 november 1996, 11 december 1996, 19 maart 1997, 13 april 1997 en 12 juni 1997;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Dienst voor uitkeringen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, uitgebracht op 18 december 1996;

Gelet op het advies van het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging van voornoemd Instituut, uitgebracht op 23 december 1996;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 13 mei 1997;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que la loi du 11 avril 1995 visant à instituer «la charte» de l'assuré social est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1997 de sorte que les mesures d'exécution doivent aussi produire leurs effets le 1^{er} janvier 1997. Les différentes institutions de sécurité sociale devaient rédiger les projets d'arrêtés royaux pour leur secteur afin d'adapter leur réglementation aux dispositions de la charte. Pour assurer l'exécution de cette loi dans les différents secteurs de la sécurité sociale et afin de garantir la protection de l'assuré social visée par le législateur par le biais de la charte, il est indispensable que les différents arrêtés d'exécution soient pris dans les délais les plus brefs;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 12 août 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, modifié par la loi du 4 août 1996;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — *De l'assurance soins de santé*

Article 1^{er}. Un chapitre VI qui contient les articles 160bis à 160sexies et libellé comme suit, est inséré dans le Titre II de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, modifié par l'arrêté royal du 30 octobre 1996, 25 novembre 1996, 11 décembre 1996, et 19 mars 1997, 13 avril 1997 et 12 juin 1997;

"CHAPITRE VI. — *Notifications et mentions en exécution de la charte de l'assuré social*

Art. 160bis. Sous réserve des dispositions de l'article 160ter, la notification, visée à l'article 7 de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer la "charte" de l'assuré social, n'est pas requise pour les décisions d'octroi d'interventions en matière de soins de santé. Ces décisions sont également exemptées des obligations prévues à l'article 14.

Pour le paiement des interventions en matière de soins de santé aux guichets des organismes assureurs, une quittance est délivrée, qui contient les mentions fixées par le Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, après avis du Comité du Service du contrôle administratif.

Pour le paiement des interventions en matière de soins de santé, effectué par compte bancaire ou compte chèque postal, une quittance est envoyée une fois par trimestre aux bénéficiaires, par lettre ordinaire, qui contient les mentions fixées par le Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, après avis du Comité du Service du contrôle administratif.

Art. 160ter. Les décisions d'octroi d'interventions en matière de soins de santé, prises par le Collège des médecins-directeurs, par le Conseil technique dentaire ou par le Collège national des médecins-conseils, sont notifiées par l'organisme assureur à l'intéressé par lettre ordinaire. Ces décisions sont motivées et contiennent les mentions visées à l'article 14, 5^o et 6^o, de la loi précitée du 11 avril 1995.

Art. 160quater. La notification, visée à l'article 7 de la loi du 11 avril 1995 n'est pas exigée pour la décision relative à l'ouverture du droit aux interventions de l'assurance soins de santé ou à la prolongation de ce droit, dont il est question aux articles 122 et 123 de la loi coordonnée. La décision est communiquée au bénéficiaire par l'envoi, par lettre ordinaire, de la carte d'assurance visée à l'article 253, conjointement avec des explications à propos des mentions qui figurent sur la carte. La communication contient également les mentions visées à l'article 14, 5^o et 6^o, de la loi précitée du 11 avril 1995.

Art. 160quinquies. Les décisions de refus ou de refus partiel d'une intervention en matière de soins de santé, basées sur une appréciation médicale requise explicitement par la loi coordonnée ou par ses arrêtés d'exécution, à la suite d'une demande écrite, signée par le bénéficiaire ou son représentant légal, sont notifiées à l'intéressé par lettre ordinaire qui contient les mentions dont question à l'article 14 de la loi précitée du 11 avril 1995.

Il ne faut pas notifier les autres décisions de refus d'une intervention en matière de soins de santé, à la suite d'une demande écrite, signée par le bénéficiaire ou son représentant légal, tel qu'il est prévu à l'article 7 de la loi précitée du 11 avril 1995. Ces décisions sont cependant communiquées à l'intéressé par lettre ordinaire, qui mentionne la

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de omstandigheid dat de wet van 11 april 1995 tot invoering van het «handvest» van de sociaal verzekerde in werking is getreden op 1 januari 1997 zodat de uitvoeringsmaatregelen eveneens met ingang van 1 januari 1997 moeten uitwerking hebben. De verschillende instellingen van sociale zekerheid moesten de ontwerpen van koninklijke besluiten voor hun sector opstellen teneinde hun eigen regeling aan te passen aan de bepalingen van het handvest. Teneinde de uitvoerbaarheid van deze wet mogelijk te maken in de verschillende sectoren van de sociale zekerheid en teneinde de door de wetgever beoogde bescherming aan de sociaal verzekerde via het handvest te waarborgen, is het noodzakelijk dat de besluiten ter uitvoering van de wet zo snel mogelijk worden genomen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 12 augustus 1997, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Verzekering voor geneeskundige verzorging*

Artikel 1. Een Hoofdstuk VI dat de artikelen 160bis tot 160sexies bevat en luidend als volgt, wordt toegevoegd aan Titel II in het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 oktober 1996, 25 november 1996, 11 december 1996, 19 maart 1997, 13 april 1997 en 12 juni 1997 :

"HOOFDSTUK VI. — *Kennisgevingen en vermeldingen in toepassing van het handvest van de sociaal verzekerde*

Art. 160bis. Onverminderd hetgeen bepaald is in artikel 160ter is de kennisgeving, bedoeld in artikel 7 van de wet van 11 april 1995 tot invoering van het «handvest» van de sociaal verzekerde, niet vereist voor de beslissingen tot toekenning van tegemoetkomingen inzake geneeskundige verzorging. Deze beslissingen worden eveneens vrijgesteld van de verplichtingen van artikel 14.

Van de betaling van de tegemoetkomingen voor geneeskundige verzorging aan de loketten van de verzekeringsinstellingen wordt een kwijtschrift afgeleverd dat de vermeldingen bevat vastgesteld door de Minister die de Sociale Zaken onder zijn bevoegdheid heeft, na advies van het Comité van de Dienst voor administratieve controle.

Van de betaling van de tegemoetkomingen voor geneeskundige verzorging die via bank- of postrekening worden gedaan wordt eenmaal per kwartaal een kwijtschrift aan de rechthebbende toegezonden per gewone brief dat de vermeldingen bevat vastgesteld door de Minister die de Sociale Zaken onder zijn bevoegdheid heeft, na advies van het Comité van de Dienst voor administratieve controle.

Art. 160ter. De beslissingen tot toekenning van tegemoetkomingen inzake geneeskundige verzorging genomen door het College van geneesheren-directeurs, door de Technische tandheelkundige raad of door het Nationaal College van adviserend geneesheren worden door de verzekeringsinstelling ter kennis gebracht van de betrokkene per gewone brief. Deze beslissingen worden gemotiveerd en bevatten de vermeldingen bedoeld in artikel 14, 5^o en 6^o, van de voormelde wet van 11 april 1995.

Art 160quater. Voor de beslissing aangaande de opening van het recht op tegemoetkomingen van de verzekering voor geneeskundige verzorging of de verlenging van dit recht, zoals bedoeld in de artikelen 122 en 123 van de gecoördineerde wet is de kennisgeving bedoeld in artikel 7 van de wet van 11 april 1995 niet vereist. De beslissing wordt aan de rechthebbende meegedeeld door het toezenden per gewone brief van de verzekeringskaart bedoeld in artikel 253 samen met uitleg over de vermeldingen die op de kaart voorkomen. De mededeling bevat eveneens de vermeldingen bedoeld in artikel 14, 5^o en 6^o, van de voormelde wet van 11 april 1995.

Art. 160quinquies. De beslissingen tot weigering of gedeeltelijke weigering van een tegemoetkoming inzake geneeskundige verzorging, gesteund op een door de gecoördineerde wet of haar uitvoeringsbesluiten uitdrukkelijk vereiste medische beoordeling, ingevolge een schriftelijke aanvraag ondertekend door de rechthebbende of zijn wettelijke vertegenwoordiger, worden aan de betrokkene ter kennis gebracht bij een gewone brief die de vermeldingen bevat bedoeld in artikel 14 van de voormelde wet van 11 april 1995.

Van de andere beslissingen tot weigering van een tegemoetkoming inzake geneeskundige verzorging, ingevolge een schriftelijke aanvraag ondertekend door de rechthebbende of zijn wettelijke vertegenwoordiger, moet geen kennis worden gegeven zoals bedoeld bij artikel 7 van de voormelde wet van 11 april 1995. Ze worden evenwel aan de

faculté pour l'intéressé de demander une révision dans le délai de deux ans, conformément à l'article 174 de la loi coordonnée, ainsi que la faculté d'intenter un recours devant la juridiction compétente dans le même délai en cas de désaccord avec sa mutualité. En outre, les décisions reprennent également les mentions de l'article 14, 5° et 6°, de la loi précitée du 11 avril 1995.

Art. 160sexies. Lors d'un paiement par la voie financière, le formulaire de paiement mentionne au minimum une caractéristique d'identification de l'opération."

Art. 2. L'article 6 de l'arrêté royal du 3 novembre 1993 portant exécution de l'article 37 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 6. Dès que la preuve visée à l'article 5 est apportée auprès de l'organisme assureur concerné, celui-ci délivre aux bénéficiaires une attestation dont le modèle sera fixé par le Ministre, après avis du Service du Contrôle administratif de l'INAMI. Ces attestations contiennent, en outre, toutes les mentions de l'article 14, 5° et 6°, de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer « la charte » de l'assuré social. La notification dont il est question à l'article 7 de la loi du 11 avril 1995 n'est pas requise en l'occurrence.

L'intervention à 100 % visée à l'article 2, § 1^{er}, est due, soit sous la forme d'une exonération de l'intervention personnelle, soit sous la forme d'un remboursement pour le reste de l'année civile en cours, en faveur des bénéficiaires visés au § 2 du même article et des personnes à leur charge, dès le jour indiqué sur l'attestation susvisée."

CHAPITRE II. — De l'assurance indemnités

Art. 3. Un chapitre IV qui contient les articles 245bis à 245nonies et libellé comme suit, est inséré dans le Titre III de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, modifié par l'arrêté royal du 30 octobre 1996, 25 novembre 1996, 11 décembre 1996, 19 mars 1997, 13 avril 1997 et 12 juin 1997 :

"CHAPITRE IV. — Notification ou communication des décisions en exécution de la charte de l'assuré social

Section 1^{ère}. — Décisions de nature médicale

Art. 245bis. Toute décision médicale prise dans le cadre de l'application des articles 100 à 102 de la loi coordonnée, ainsi que toute décision médicale prise en application de l'article 225, § 1, 5°, est notifiée au titulaire ou à son représentant par lettre recommandée à la poste avec les mentions visées à l'article 14 de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer « la charte » de l'assuré social.

La décision peut également être notifiée par la remise à l'intéressé avec accusé de réception, du document qui en expose la teneur et qui comporte les mentions visées à l'article 14 de la loi précitée du 11 avril 1995. En cas de refus de signer pour accusé de réception opposé par l'intéressé ou son représentant, la décision est envoyée par lettre recommandée à la poste dans le délai défini à l'alinéa suivant.

La décision est notifiée dans le délai de sept jours civils suivant la date de réception de tout document relatif à l'application de l'article 100, § 1^{er}, de la loi coordonnée, envoyé ou remis par le titulaire ou par toute personne habilitée à cet effet. Ce délai est porté à un mois à compter de la réception de la demande ou du document, pour toutes les décisions relatives à l'application des articles 100, § 2, 101 et 102 de la loi coordonnée. Dans tous les autres cas, la décision est notifiée dans le délai de sept jours civils suivant la date à laquelle la décision a été prise.

Art. 245ter. La décision qui met fin à l'incapacité de travail parce que le titulaire ne présente plus le degré requis de réduction de capacité de gain ne peut avoir effet au plus tôt qu'à partir du lendemain de la date de l'envoi ou de la remise de la décision au titulaire ou à son représentant. Cette restriction ne s'applique pas aux décisions constatant la fin de l'incapacité de travail suite à la reprise du travail ou du chômage contrôlé ou pour tout autre cause administrative.

betrokkene meegedeeld bij gewone brief die de mogelijkheid vermeldt dat de betrokkene een herziening kan vragen binnen de termijn van twee jaar, overeenkomstig artikel 174 van de gecoördineerde wet, evenals de mogelijkheid om binnen dezelfde termijn beroep in te stellen bij het bevoegde rechtscollege in geval van onenigheid met zijn ziekenfonds. Daarnaast worden in de beslissing eveneens de vermeldingen van artikel 14, 5° en 6°, van de voormelde wet van 11 april 1995 opgenomen.

Art. 160sexies. Het betalingsformulier bij een betaling via financiële weg vermeldt minimaal een identificatiekenmerk van de verrichting."

Art. 2. Artikel 6 van het koninklijk besluit van 3 november 1993 tot uitvoering van artikel 37 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Art. 6. Zodra het in artikel 5 bedoelde bewijs is geleverd aan de betrokken verzekeringsinstelling reikt deze een getuigschrift aan de rechthebbenden uit waarvan het model door de Minister zal worden vastgesteld op advies van de Dienst voor administratieve controle van het RIZIV. Deze getuigschriften bevatten bovendien alle vermeldingen van artikel 14, 5° en 6°, van de wet van 11 april 1995 tot invoering van het « handvest » van de sociaal verzekerde. De kennisgeving bedoeld bij artikel 7 van de wet van 11 april 1995 is terzake niet vereist.

Vanaf de op bovengenoemd getuigschrift vermelde dag is de in artikel 2, § 1, bedoelde tegemoetkoming tegen 100 %, in de vorm van een vrijstelling van het persoonlijk aandeel of in de vorm van een terugstorting, voor de rest van het lopend kalenderjaar verschuldigd voor de in § 2 van hetzelfde artikel bedoelde rechthebbenden alsmede voor de personen die hunnen laste."

HOOFDSTUK II. — Uitkeringsverzekering

Art. 3. Een Hoofdstuk IV dat de artikelen 245bis tot 245nonies bevat en luidend als volgt, wordt toegevoegd aan Titel III in het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 oktober 1996, 25 november 1996, 11 december 1996, 19 maart 1997, 13 april 1997 en 12 juni 1997 :

"HOOFDSTUK IV. — Kennisgeving of mededeling van de beslissingen genomen in uitvoering van het handvest van de sociaal verzekerde

Afdeling 1. — Beslissingen van geneeskundige aard

Art. 245bis. Elke geneeskundige beslissing genomen in het kader van de toepassing van de artikelen 100 tot 102 van de gecoördineerde wet, evenals elke geneeskundige beslissing genomen krachtens artikel 225, § 1, 5°, wordt aan de gerechtigde of aan zijn vertegenwoordiger betekend per aangetekende brief, die de vermeldingen bevat bedoeld in artikel 14 van de wet van 11 april 1995 tot invoering van het « handvest » van de sociaal verzekerde.

Van de beslissing kan eveneens kennis worden gegeven door de overhandiging aan de betrokkene, met bewijs van ontvangst, van het document dat de inhoud ervan uiteenzet en de vermeldingen bevat bedoeld in artikel 14 van de voormelde wet van 11 april 1995. In geval van weigering, door de betrokkene of door de persoon die hem vertegenwoordigt, om het ontvangstbewijs te tekenen, wordt de beslissing per aangetekende zending verstuurd, binnen de termijn bepaald in het volgende lid.

Van de beslissing wordt kennis gegeven binnen de termijn van zeven kalenderdagen volgend op de datum van ontvangst van elk document betreffende de toepassing van artikel 100, § 1, van de gecoördineerde wet, dat door de gerechtigde of door elke daartoe gemachtigde persoon wordt verstuurd of overhandigd. Die termijn wordt op een maand gebracht, te rekenen vanaf de ontvangst van de aanvraag of van het document, voor alle beslissingen betreffende de toepassing van de artikelen 100, § 2, 101 en 102, van de gecoördineerde wet. In alle andere gevallen wordt van de beslissing kennis gegeven binnen de termijn van zeven kalenderdagen na de datum waarop de beslissing genomen werd.

Art. 245ter. De beslissing die een einde stelt aan de arbeidsongeschiktheid, omdat de gerechtigde niet meer de vereiste graad van vermindering van het vermogen tot verdienen heeft, kan ten vroegst uitwerking hebben vanaf de dag na de datum van verzending of overhandiging van de beslissing aan de gerechtigde of zijn vertegenwoordiger. Die beperking is niet van toepassing op de beslissingen die het einde van de arbeidsongeschiktheid vaststellen ingevolge de hervatting van het werk of van de gecontroleerde werkloosheid of ingevolge iedere andere administratieve reden.

Art. 245^{quater}. Par dérogation aux dispositions de l'article 245^{bis}, la décision de reconnaissance de l'incapacité de travail ou du degré d'incapacité requis sur le plan médical, prise dans le cadre des articles 100 à 102 de la loi coordonnée, ainsi que la décision prise en vertu de l'article 225, § 1er, 5°, qui ne comporte aucun élément susceptible d'être contesté par le titulaire, est communiquée à celui-ci ou à son représentant par lettre ordinaire ou par la remise d'un écrit dans le délai visé à l'article 245^{bis}, alinéa 3; le document transmis à l'intéressé comporte les mentions visées à l'article 14, 5° et 6°, de la loi susvisée du 11 avril 1995.

Section 2. — Décisions de nature administrative

Art. 245^{quinquies}. Toute décision de nature administrative sur le droit aux indemnités est communiquée au titulaire ou à son représentant par lettre ordinaire, dans le délai de sept jours civils suivant la date à laquelle la décision a été prise, et comporte les mentions visées à l'article 14, 5° et 6°, de la loi précitée du 11 avril 1995.

La communication d'une décision conformément à la présente section ne constitue pas une notification au sens de l'article 7 de la loi précitée du 11 avril 1995.

Art. 245^{sexies}. Si la décision administrative comporte un calcul d'indemnités, celui-ci fait l'objet d'une note explicative qui est adressée par lettre ordinaire au bénéficiaire lors de la première mise en paiement des indemnités et ultérieurement à chaque modification du mode de calcul, exception faite des adaptations résultant de la seule indexation du montant des indemnités ou des modifications du mode de calcul qui ont déjà fait l'objet d'une précédente communication.

Art. 245^{septies}. Tout paiement d'indemnités doit en outre faire l'objet d'une formule de paiement comportant notamment le montant de l'indemnité, le cas échéant indexé, le nombre de jours indemnisés ainsi que la période concernée.

Art. 245^{octies}. Lorsqu'une décision de nature administrative constitue un refus des prestations, s'écarte de ce qui avait été demandé par le titulaire ou comporte une diminution des indemnités qui n'était pas d'application antérieurement, elle mentionne, outre les indications visées à l'article 14, 5° et 6°, de la loi précitée du 11 avril 1995, la faculté pour le titulaire de demander à sa mutualité une révision ou régularisation dans le délai de deux ans conformément à l'article 174 de la loi coordonnée, ainsi que la faculté d'intenter un recours devant la juridiction compétente dans le même délai en cas de désaccord avec sa mutualité.

Art. 245^{nonies}. Par dérogation aux dispositions de l'article 245^{quinquies}, les décisions suivantes sont notifiées au titulaire ou à son représentant par lettre recommandée à la poste, avec les mentions visées à l'article 14 de la loi précitée du 11 avril 1995, dans le mois suivant la date à laquelle la décision a été prise :

— les décisions négatives prises par la mutualité sur avis du Fonctionnaire-dirigeant en exécution de l'article 88, alinéa 3, de la loi coordonnée;

— les décisions prises par le Comité de gestion en application des articles 101 et 102 de la loi coordonnée et de l'article 22 de la loi susvisée du 11 avril 1995."

CHAPITRE III. — Dispositions communes

Art. 4. Un chapitre III qui contient les articles 295^{bis} et 295^{ter} et libellé comme suit, est inséré dans le Titre IV de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant l'exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, modifiée par l'arrêté royal du 30 octobre 1996, 25 novembre 1996, 11 décembre 1996, 19 mars 1997, 13 avril 1997 et 12 juin 1997 :

"CHAPITRE III. — Notification et communication des décisions en exécution de la charte de l'assuré social

Art. 295^{bis}. Toute décision en matière de soins de santé et/ou d'indemnités qui entraîne l'application de la règle de cumul prévue par l'article 136, § 2, de la loi coordonnée est communiquée au bénéficiaire ou à son représentant par lettre ordinaire. Celle-ci mentionne, outre les indications visées à l'article 14, 5° et 6°, de la loi précitée du 11 avril 1995, la faculté pour le titulaire de demander à sa mutualité une révision ou régularisation dans le délai de deux ans conformément à l'article 174 de la loi coordonnée, ainsi que la faculté d'intenter un recours devant la juridiction compétente dans le même délai en cas de désaccord avec sa mutualité.

Art. 245^{quater}. In afwijking van de bepalingen van artikel 245^{bis}, wordt de beslissing tot erkenning van de arbeidsongeschiktheid of van de op geneeskundig vlak vereiste ongeschiktheidsgraad, genomen in het kader van de artikelen 100 tot 102 van de gecoördineerde wet, alsmede de beslissing genomen krachtens artikel 225, § 1, 5°, die geen enkel element bevat dat door de gerechtigde kan worden betwist, aan deze laatste of aan de persoon die hem vertegenwoordigt medegedeeld per gewone brief of door het overhandigen van een geschreven document binnen de termijn bedoeld in artikel 245^{bis}, derde lid; het document bezorgd aan de betrokkene bevat de vermeldingen bepaald in artikel 14, 5° en 6°, van de bovenbedoelde wet van 11 april 1995.

Afdeling 2. — Beslissingen van bestuurlijke aard

Art. 245^{quinquies}. Elke beslissing van bestuurlijke aard inzake het recht op uitkeringen wordt medegedeeld aan de gerechtigde of aan de persoon die hem vertegenwoordigt per gewone brief, binnen de termijn van zeven kalenderdagen na de datum waarop de beslissing werd genomen, en bevat de vermeldingen bedoeld in artikel 14, 5° en 6°, van de voormelde wet van 11 april 1995.

De mededeling van een beslissing overeenkomstig deze afdeling vormt geen kennisgeving als bedoeld in artikel 7 van de voormelde wet van 11 april 1995.

Art. 245^{sexies}. Indien de administratieve beslissing een berekening van uitkeringen inhoudt, wordt deze opgenomen in een verklarende nota die per gewone brief naar de rechthebbende gestuurd wordt, bij de eerste uitbetaling van de uitkeringen en later bij elke wijziging van de berekeningswijze, behoudens de aanpassingen die voortvloeien uit de loutere indexering van het bedrag van de uitkering en of de veranderingen van de berekeningswijze die al het voorwerp uitmaakten van een vorige mededeling.

Art. 245^{septies}. Elke betaling van uitkeringen moet bovendien het voorwerp uitmaken van een betalingsformulier dat met name het uitkeringsbedrag, in voorkomend geval geïndexeerd, het aantal vergoede dagen en de betrokken periode vermeldt.

Art. 245^{octies}. Wanneer een beslissing van bestuurlijke aard een weigering van prestaties inhoudt, of afwijkt van wat door de gerechtigde gevraagd werd of een vermindering van uitkeringen inhoudt, die voordien niet van toepassing was, bevat zij, naast de vermeldingen bedoeld in artikel 14, 5° en 6°, van de voormelde wet van 11 april 1995, de mogelijkheid voor de gerechtigde om aan zijn ziekenfonds een herziening of regularisatie te vragen binnen de termijn van twee jaar, overeenkomstig artikel 174 van de gecoördineerde wet, evenals de mogelijkheid om binnen dezelfde termijn beroep in te stellen bij het bevoegde rechtscollege in geval van onenigheid met zijn ziekenfonds.

Art. 245^{nonies}. In afwijking van de bepalingen van artikel 245^{quinquies} worden de volgende beslissingen aan de gerechtigde of aan zijn vertegenwoordiger ter kennis gebracht met een ter post aangetekende brief, die de vermeldingen bevat bedoeld in artikel 14 van de voormelde wet van 11 april 1995, binnen de maand na de datum waarop de beslissing werd genomen :

— de negatieve beslissingen, genomen door het ziekenfonds, op advies van de Leidend ambtenaar, in uitvoering van artikel 88, derde lid, van de gecoördineerde wet;

— de beslissingen genomen door het Beheerscomité in toepassing van de artikelen 101 en 102 van de gecoördineerde wet en van artikel 22 van de voormelde wet van 11 april 1995."

HOOFDSTUK III. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 4. Een Hoofdstuk III dat de artikelen 295^{bis} en 295^{ter} bevat en luidend als volgt, wordt toegevoegd aan titel IV van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 oktober 1996, 25 november 1996, 11 december 1996, 19 maart 1997, 13 april 1997 en 12 juni 1997 :

"HOOFDSTUK III. — Kennisgeving en mededeling van beslissingen in toepassing van het handvest van de sociaal verzekerde

Art. 295^{bis}. Elke beslissing inzake geneeskundige verzorging en/of uitkeringen die de toepassing meebrengt van de cumulatieregel omschreven in artikel 136, § 2, van de gecoördineerde wet wordt aan de gerechtigde of zijn vertegenwoordiger meegedeeld bij gewone brief. Deze bevat, naast de vermeldingen van artikel 14, 5° en 6°, van de voornoemde wet van 11 april 1995, de mogelijkheid voor de rechthebbende om een herziening te vragen aan zijn ziekenfonds binnen de termijn van twee jaar, overeenkomstig artikel 174 van de gecoördineerde wet, alsook de mogelijkheid om binnen dezelfde termijn beroep in te stellen bij het bevoegde rechtscollege ingeval van onenigheid met zijn ziekenfonds.

Art. 295ter. Les décisions de récupération des prestations à charge du bénéficiaire, visées à l'article 164 de la loi coordonnée, sont notifiées au bénéficiaire par lettre recommandée à la poste.

La notification peut être effectuée par lettre ordinaire lorsque le montant de l'indu est inférieur ou égal à F 6000, exception faite des cas dans lesquels il convient d'interrompre la prescription visée à l'article 174 de la loi coordonnée.

Ces décisions comportent les mentions suivantes :

- 1° la constatation de l'indu;
- 2° le montant total de l'indu, ainsi que le mode de calcul;
- 3° le texte et les références des dispositions en infraction desquelles les paiements ont été effectués;
- 4° le délai de prescription pris en considération,
- 5° le cas échéant, la possibilité pour l'institution de sécurité sociale de renoncer à la répétition de l'indu et la procédure à suivre afin d'obtenir cette renonciation;
- 6° la possibilité de soumettre une proposition motivée en vue d'un remboursement étalé;
- 7° la possibilité d'intenter un recours devant la juridiction compétente dans les trois mois à dater de la notification de la décision de récupération ainsi que les modalités pour intenter un tel recours;
- 8° le contenu des articles 728 et 1017 du Code judiciaire, ainsi que la liste comportant les adresses des tribunaux de travail;
- 9° les références du dossier, ainsi que le nom et le numéro de téléphone de la personne ou du service qui gère le dossier et qui peut fournir des informations à propos de celui-ci."

CHAPITRE IV. — *Disposition transitoire et entrée en vigueur*

Art. 5. En attendant que le Ministre fixe, en exécution de l'article 160bis, alinéa 2 et 3, les mentions qui doivent figurer sur la quittance, une quittance récapitulative ne doit être délivrée au bénéficiaire qu'à sa demande expresse.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1997 à l'exception des dispositions de l'article 160bis, alinéa 2 et 3, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, qui entrent en vigueur le jour de leur publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 novembre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Art. 295ter. De beslissingen tot terugvordering van prestaties, bedoeld in artikel 164 van de gecoördineerde wet, ten laste van de rechthebbende, worden aan betrokkene ter kennis gebracht bij een ter post aangetekende brief.

De kennisgeving mag gebeuren per gewone brief wanneer het onverschuldigde bedrag gelijk is aan of lager is dan 6000 F, met uitzondering van de gevallen waarin het nodig is de verjaring bedoeld in artikel 174 van de gecoördineerde wet te stuiten.

Deze beslissingen bevatten de volgende vermeldingen :

- 1° de vaststelling dat er onverschuldigde bedragen zijn betaald;
- 2° het totale bedrag van wat onverschuldigd is betaald, alsmede de berekeningswijze ervan;
- 3° de inhoud en de referenties van de bepalingen in strijd waarmee de betalingen zijn gedaan;
- 4° de in aanmerking genomen verjaringstermijn;
- 5° in voorkomend geval, de mogelijkheid voor de instelling van sociale zekerheid om van de terugvordering van onverschuldigd betaalde bedragen af te zien en de procedure die hiervoor moet worden gevolgd;
- 6° de mogelijkheid om een met redenen omkleed voorstel tot terugbetaling in schijven voor te leggen;
- 7° de mogelijkheid om beroep in te stellen bij de bevoegde arbeidsrechtbank binnen de drie maanden na de kennisgeving van de beslissing tot terugvordering alsook de wijze waarop dit beroep moet worden ingesteld;
- 8° de inhoud van de artikelen 728 en 1017 van het Gerechtelijk Wetboek alsook een lijst met de adressen van de arbeidsrechtbanken;
- 9° de referenties van het dossier en de naam en het telefoonnummer van de persoon of de dienst die het dossier beheert en die er inlichtingen over kan verstrekken."

HOOFDSTUK IV. — *Overgangsbepaling en inwerkingtreding*

Art. 5. In afwachting dat de Minister, in uitvoering van artikel 160bis, tweede en derde lid, de vermeldingen vaststelt die op het kwijtschrift moeten voorkomen, moet enkel een verzamelkwijtschrift worden uitgereikt aan de rechthebbende op uitdrukkelijke vraag.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1997 met uitzondering van de bepalingen van het artikel 160bis, tweede en derde lid, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, die in werking treden de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt.

Art. 7. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 november 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

F. 97 — 3025

[S - C - 97/22855]

24 NOVEMBRE 1997. — Arrêté royal portant exécution de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer « la charte » de l'assuré social, dans le cadre du régime spécial de sécurité sociale des ouvriers mineurs

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, notamment l'article 3, § 1^{er}, alinéas 8 et 9, modifiés par l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967;

Vu la loi du 13 juin 1966 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers, des employés, des marins naviguant sous pavillon belge, des ouvriers mineurs et des assurés libres, notamment l'article 21, § 8, modifié par la loi du 27 juillet 1971;

Vu les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 28 juin 1971, notamment l'article 8, alinéa 1^{er};

N. 97 — 3025

[S - C - 97/22855]

24 NOVEMBER 1997. — Koninklijk besluit ter uitvoering van de wet van 11 april 1995 tot invoering van het « handvest » van de sociaal verzekerde in het kader van het bijzonder stelsel van de sociale zekerheid der mijnwerkers

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en gelijkgestelden, inzonderheid op artikel 3, § 1, achtste en negende lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967;

Gelet op de wet van 13 juni 1966 betreffende de rust- en overlevingspensioenen van arbeiders, bedienden, zeevarenden onder Belgische vlag, mijnwerkers en vrijwillig verzekerden, inzonderheid op artikel 21, § 8, gewijzigd bij de wet van 27 juli 1971;

Gelet op de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers, gecoördineerd op 28 juni 1971, inzonderheid op artikel 8, eerste lid;